

LA LONGUE HISTOIRE DE L'AGRICULTURE COLONIALE EN INDONÉSIE

PAR **Jean-François Bissonnette**

Le présent article propose un survol historique du développement de l'agriculture de plantation en Indonésie. Débutant avec les modalités du système colonial à la fin du 19e siècle, l'étude se penche sur les vicissitudes postcoloniales de l'agriculture de plantation en lien avec l'évolution politique du pays. L'institution de la plantation coloniale a été reproduite à travers les époques sous différentes formes avec les limites qu'elle impose au développement de l'agriculture en Indonésie.

Ce titre cherche à provoquer, et ce de deux façons. D'une part il met de l'avant l'argument selon lequel, l'accaparement des terres, donc l'acquisition massive du foncier telle qu'on l'observe actuellement dans le monde, est une pratique qui s'inscrit dans la continuité des systèmes coloniaux. Si la colonisation formelle a pris fin, on reconnaît la persistance d'un présent colonial qui sous-tend une logique de marchandisation, donc de privatisation de la terre à grande échelle. D'autre part, ce titre cherche à provoquer l'imagination, car il s'agit de mettre en lumière l'étrangeté de l'agriculture coloniale, et surtout de faire valoir que l'acquisition massive des terres pour la grande industrie agricole n'est en rien inéluctable. En offrant une perspective critique sur l'agriculture dans la longue durée en Asie du Sud-Est, nous souhaitons ouvrir un espace pour penser et faire une agriculture affranchie du modèle réducteur dans lequel on l'enferme et qu'on reconnaît aujourd'hui dans certaines manifestations du phénomène de l'accaparement des terres.

Le cas de l'agriculture de plantation en Indonésie servira à mettre en lumière la logique du colonialisme dans sa continuité, c'est-à-dire la poursuite du

modèle de production qui sous-tend l'acquisition massive des terres. Car la question de l'accaparement des terres en Indonésie est intimement liée à l'expansion phénoménale des palmeraies de palmier à huile. En effet, de l'an 2000 à aujourd'hui, les superficies consacrées à cette culture sont passées de 4 à plus de 8 millions d'hectares, et ce en grande partie au profit de conglomérats et compagnies privées de toutes sortes (USDA 2010). Afin de mieux comprendre le phénomène de l'acquisition massive des terres en Indonésie dans la longue durée, il sera d'abord question des jalons de l'administration du territoire tels qu'ils ont été posés à l'époque coloniale. Ensuite, nous dresserons un portrait des projets politiques concurrents qui ont façonné l'économie de la plantation en Indonésie sur fond de formation de l'État postcolonial. Nous examinerons un programme de périmètres agro-industriels qui permet de constater l'importance politique de l'agriculture de plantation, un mode d'exploitation des ressources confronté à son héritage colonial. Tout cela permettra enfin de critiquer la rhétorique du gouvernement indonésien qui présente ce mode de développement comme le mieux adapté aux réalités environnementales et économiques du pays. Nous verrons plutôt que l'agriculture de plantation qui sert actuellement à la culture de l'huile de palme est héritée de l'époque coloniale empêche l'émergence de structures de production fondées sur des principes de souveraineté alimentaire (Wittman et al. 2010).

La politique du terra nullius

La dernière phase du colonialisme européen (1870-1945) a été une époque charnière pour le développement de l'agriculture dans certaines régions de l'Asie du Sud-Est. Les administrations coloniales, jusqu'alors demeurées circonscrites aux régions des plaines rizicoles, étendent de beaucoup leur domaine. Trois facteurs vont être à l'origine de cet essor sans précédent de l'agriculture coloniale. 1) Fortes de moyens technologiques issus de la révolution industrielle, tels le train et le bateau à vapeur, les puissances coloniales vont entreprendre de vastes travaux d'aménagement du territoire. Les moyens technologiques vont alors de pair avec 2) les dispositifs légaux qui conféreront aux états coloniaux des droits de propriété exclusifs sur les terres dites inutilisées, ainsi déclarées terra nullius. Ces terres seront rattachées au domaine public parce que non cultivées de façon permanente selon les critères des administrations coloniales. Et à cela, il faut également ajouter 3) l'essor du capitalisme en Europe et en Amérique du Nord où

sont générés d'impressionnants surplus de capitaux que de nombreuses compagnies s'empresstent d'investir dans les colonies d'Asie du Sud-Est. Cet essor du capitalisme va également favoriser la montée en puissance de la bourgeoisie et de l'entreprise privée, qui va progressivement faire tomber les monopoles d'état dans les colonies. Cette transition est particulièrement notable dans les Indes néerlandaises, où les autorités coloniales adoptent à partir de 1870, une politique libérale dite de la porte ouverte (Gordon 1982, 174) qui laisse toute la place aux investissements privés néerlandais et étrangers dans l'exploitation des ressources naturelles (Robison 2009, 6-7). Aux yeux des administrations coloniales et des investisseurs, les ressources à mettre en valeur, c'est-à-dire à exploiter, paraissent alors illimitées et libres d'accès.

Grâce à l'accès légalisé au territoire, et à la disponibilité du capital, les puissances coloniales vont mettre l'agriculture des tropiques au profit des investisseurs et des consommateurs d'Europe et d'Amérique du Nord. À cet égard, la Loi Agraire de 1870 dans les Indes Néerlandaises va conférer au gouvernement le pouvoir de déclarer propriété de l'État les terres coutumières non cultivées. Ces terres ainsi accaparées par l'État sont cédées à titre de concessions à long terme, généralement pour 75 ans, à des prix très bas, dans le but de créer des conditions avantageuses pour les investissements internationaux. En plus de garantir l'accès à la terre à bas prix, l'État colonial garantit l'accès à une main-d'œuvre servile en mettant à la disposition des planteurs ses réseaux de recrutement. Jusqu'au tournant du 20^e siècle, des arrangements légaux légitiment le recours aux punitions corporelles sur les travailleurs fautifs (Gordon 1982, 174-5). Cela va se traduire par une expansion rapide de l'agriculture de plantation qui va alors s'étendre à de vastes régions à Java et à Sumatra. Surtout à Sumatra, au début de la pénétration coloniale de la fin du 19^e siècle, l'État donne carte blanche aux planteurs pour sécuriser l'accès aux terres qui leurs ont été concédées. L'expansion de l'agriculture de plantation ne se fait pas sans heurts, mais la connivence des aristocraties locales avec l'administration coloniale et l'abondance des terres limite le nombre et l'intensité des confrontations. Toutes les filières agricoles de la colonie, comme l'exploitation minière, génèrent, en plus des profits, d'importants revenus étatiques qui sont jusqu'au début du 20^e siècle, en bonne partie rapatriés aux Pays-Bas.

Suite à la crise économique des années 1880, le secteur de la plantation acquiert un visage moderne dans les Indes Néerlandaises, alors que les planteurs traditionnels sont remplacés par des acteurs financiers et corporatistes. Les planteurs pionniers, producteurs de tabac, de caoutchouc et plus tardivement, d'huile de palme, font place à des grands groupes ou conglomérats. Ces acteurs disposant de moyens financiers presque illimités, procèdent à la consolidation des exploitations de petite et de moyenne taille, augmentant ainsi l'échelle des opérations. La plantation dite moderne est donc un système de production standardisée à grande échelle qui repose sur une organisation bureaucratique et hiérarchisée du travail (Beckford 1972). Elle est également un phénomène essentiellement financier gouverné par des investisseurs. Nulle part ailleurs dans le monde le remplacement de l'agriculture de plantation pionnière par une agriculture corporatiste ne s'est fait aussi vite que sur la côte nord de Sumatra (Stoler 1985, 16). L'expérience libérale ou même ultra-libérale du gouvernement colonial dans les Indes néerlandaises va porter fruit aux yeux des autorités dans la mesure où au tournant du 20^e siècle, l'économie de plantation acquiert un visage multinational. Des entreprises enregistrées en Angleterre, aux États-Unis, en France et en Belgique sont présentes sur le territoire de l'Indonésie, profitant allègrement des faibles coûts d'exploitation. La politique du terra nullius du gouvernement des Indes Néerlandaises aura ainsi permis l'accaparement de vastes territoires indonésiens rapidement intégrés dès le début du 20^e siècle à l'espace économique mondial reconfiguré par les aménagements réalisés par les puissances occidentales.

La plantation, enclave à l'épreuve du temps?

L'économie de plantation qui se développe principalement à Sumatra dans ce qui deviendra l'Indonésie est considérée par de nombreux auteurs comme une enclave. L'enclave serait cette unité économique essentiellement liée à une dynamique capitaliste centrée autour de l'Europe et donc exogène à l'économie traditionnelle indonésienne de cette époque. Cette conception dualiste des différences entre l'économie de plantation et l'économie paysanne a certes ses limites, elle permet néanmoins d'exprimer le fort clivage qui existe alors entre une économie de plantation arrimée aux marchés mondiaux et donc en rupture avec l'économie paysanne fonctionnant surtout à l'échelle locale.

Avec l'indépendance indonésienne, reconnue en 1949, les nationalistes dirigés par Sukarno au pouvoir chercheront de manière prioritaire à ouvrir cette enclave en nationalisant le secteur de la plantation. Les nationalistes cherchent ainsi à mettre fin à la relation de dépendance coloniale avec l'Europe (Simpson 2008, 16). Deux mesures parfois contradictoires ont été mises en œuvre pour arriver à cette fin, ainsi d'une part, les plantations existantes ont été nationalisées durant les années 1957-58. D'autre part, la réforme agraire de 1960 cherchait à légitimer l'occupation des terres (squat) qui était survenue de façon ad hoc dans les plantations (Stoler 1985, 125-130). Un conflit persistant s'est alors installé entre l'objectif de poursuivre l'exploitation des plantations au bénéfice de l'État, et celui de satisfaire aux demandes de factions politiques de gauche et des mouvements sociaux dont l'objectif était de redistribuer les terres des grandes exploitations aux paysans. On observe donc à cette époque l'émergence de groupes fortement opposés au modèle même de la plantation issue de la colonisation et qui de manière plus générale visent l'autosuffisance économique pour l'Indonésie. Cette époque de transition et d'instabilité est caractérisée par la stagnation économique qui alimente la confrontation idéologique dans le pays. L'Indonésie demeure un pays replié sur lui-même selon la vision ultra-nationaliste de son premier président.

Suite au coup d'état et aux massacres de 1965 en Indonésie, l'installation au pouvoir du Régime de l'Ordre Nouveau dirigé par Suharto va signifier une relance de l'agriculture de plantation. Dans le foulée de ce changement de régime, les organisations paysannes et les syndicats de travailleurs qui s'étaient opposés aux grandes exploitations vont être démantelées, et dans bien des cas, leurs membres assassinés. Certains acquis du régime précédent sont conservés, la compagnie d'État (PTPN), sans être privatisée, est réorganisée selon des principes corporatistes. Avec le soutien d'un groupe d'économistes libéraux et de conseillers techniques des États-Unis, des dispositions légales et administratives ont été prises dans les années suivantes pour permettre à l'Indonésie de relancer les filières agricoles d'exportation, et au premier chef, les grandes plantations. Résolument libéral dans ses orientations économiques, le régime autoritariste qui prend le pouvoir à ce moment-là met un terme à la réforme agraire qui piétinait, dans un contexte de grave insécurité économique. Même les terres déjà redistribuées seront reprises de force par le nouveau régime au profit des

militaires dont certains accèdent alors aux plus hautes fonctions dans le pays, s'assurant d'importantes rentes foncières, minières et forestières. Avec le Régime de l'Ordre Nouveau débute une phase d'accaparement des terres à grande échelle sans précédent dans l'histoire indonésienne. C'est que la Loi Agraire de 1960 en Indonésie et la Loi sur la Foresterie (1967) confèrent au Régime de l'Ordre Nouveau un fondement légal pour lancer de vastes mesures d'enclosure sur les terres publiques. Les terres sont cédées non seulement à la compagnie des plantations d'État, mais aussi à des compagnies privées de tous ordres affiliées au pouvoir politique. Il s'agit de l'âge d'or du népotisme, alors que les proches et amis de Suharto amassent des fortunes considérables, et de puissantes corporations sises dans les réseaux d'influence politique voient le jour. Les réseaux clientélistes siphonnent ainsi les ressources du pays et une oligarchie se partage les ressources de l'Indonésie. Les populations des régions rurales surtout dans les îles extérieures que sont Sumatra ou Kalimantan (Bornéo) vivent sous la menace de la répression et assistent, le plus souvent impuissants, à l'accaparement de leurs terres coutumières. C'est que le concept même de terres coutumières est rendu caduc par l'interprétation que fera le régime de l'Ordre Nouveau de la Loi Agraire de 1960 (Pemberton 1994, 50). Si cette loi avait pour objectif de mettre un terme au système légal dualiste qui faisait une distinction entre propriété individuelle et propriété coutumière, elle légitime la réquisition d'importantes ressources ancestrales, spoliant ainsi les populations qui jouissaient de droits coutumiers.

Le développement agroindustrielle bat son plein durant cette époque, alors que sont lancés d'immenses chantiers dans les régions périphériques de l'archipel. Tant les prêts d'agences internationales que les investissements publics alimentés par l'argent du pétrole permettent un développement considérable des infrastructures de transport qui accélèrent le développement de l'agriculture de plantation (Tsing 2005, 36-37). Car c'est bien le modèle de la plantation qui est récupéré, avec les modes de gestion et les structures d'administration hérités de la période coloniale. Si le pays connaît à cette époque, des années 1970 aux années 1990, une forte croissance économique, cela ne saurait occulter qu'il s'agit également d'une période de pillage, de destruction et de spoliation à grande échelle, surtout dans les territoires périphériques que sont Kalimantan, Sumatra, Sulawesi et l'Irian Jaya récemment renommé Papua. Les grandes exploitations agricoles ne

sont certes plus des enclaves comme elles ont pu l'être à l'époque coloniale, elles servent autant les marchés d'exportation que nationaux. Mais elles ne restent pas moins des modes d'organisation du territoire à grande échelle qui permettent aux dirigeants politiques et économiques de générer une richesse qui puisse être appropriée, tout comme ce fut le cas durant la colonisation. Le fait qu'élites politiques et oligarques privilégient de façon systématique les grandes exploitations agro-industrielles aux dépens, même au mépris, de la paysannerie traditionnelle, était essentiellement motivé par des objectifs de contrôle social et d'appropriation de la richesse (Dove 1996, 47).

Une plantation populaire ou populiste?

Dans les mouvements paysans et les organisations de travailleurs qui ont émergé suite à l'indépendance indonésienne, on peut voir le germe d'une agriculture réellement sociale qui avait le potentiel d'offrir une véritable alternative au modèle dominant de la grande exploitation agroindustrielle. Or, cette alternative a été tuée dans l'œuf avec le coup d'état de 1965 et les terribles répressions qui s'en sont suivies. Cependant, le nouveau régime en place, toujours dans l'objectif de mettre la plantation au service d'une certaine vision du développement national, proposera le modèle de la plantation populaire, *perkebunan rakyat*. Or, le modèle de la plantation populaire, pour ce qui est de la production d'huile de palme, reproduit dans ses grandes lignes le modèle de la plantation coloniale et constitue de la sorte, une forme d'accaparement des terres. On peut même aller plus loin en caractérisant le projet de plantation populaire de strictement populiste, où la rhétorique développementaliste masque en fait la poursuite d'un projet socialement et écologiquement délétère.

C'est dès l'année 1984, avec l'appui de la Banque Mondiale, que débute les opérations du premier périmètre de production agro-industriel, la plantation populaire, ou plus précisément *Perkebunan Inti Rakyat*. Dans la rhétorique du Régime, il s'agissait d'un moyen de donner aux paysans un accès privilégié aux techniques agricoles intensives pour une production à valeur ajoutée. L'objectif étant de canaliser les investissements internationaux en agrobusiness pour favoriser le développement socioéconomique des communautés paysannes indonésiennes (Mubyarto et al. 1992, 125). Donc les principes de la plantation populaire sont les

suivants, une agence gouvernementale forge un partenariat avec une compagnie de plantation. Pour ce faire, l'agence gouvernementale acquiert ou prend possession d'une vaste étendue de terre, au minimum 5 000 hectares dans le cas de la production d'huile de palme, et prend en charge les aspects légaux et sociaux de la transaction foncière. La compagnie sera en charge de construire les infrastructures de production, que sont les routes et notamment, dans le cas du palmier à huile, une huilerie, essentielle à la mise en marché du produit. Selon l'entente, la compagnie privée et les responsables gouvernementaux doivent assurer l'installation de paysans sur des parcelles de deux hectares qui jouxtent la plantation privée et qui sont donc intégrées au périmètre de production agro-industriel. Ainsi, en principe, la plantation privée et ses infrastructures doivent être mises au service de milliers de petits producteurs qui s'installent en périphérie de celle-ci. Les petits producteurs contractent une dette à la réception de leur parcelle, et sont liés par un contrat d'approvisionnement exclusif avec la plantation à laquelle leur parcelle est attenante. À termes, les petits producteurs sont appelés à organiser eux-mêmes les opérations de production, tout en demeurant liés par contrat d'approvisionnement et souvent par la dette à la grande exploitation. Une telle forme d'agriculture sous contrat encourage ainsi la formation de réseaux de dépendance et de subordination (Little and Watts 1994, 65).

Le programme de la plantation populaire aura permis à près de 500 000 familles de prendre part à la production d'huile de palme au sein d'un périmètre agro-industriel en Indonésie. Cependant, le programme n'aura pas été couronné de succès, puisqu'il a été caractérisé par d'importantes malversations, manquements parfois graves des compagnies privées dans ses ententes avec les petits producteurs nouvellement installés. Ces manquements – absence de routes pour acheminer la production, semences de mauvaise qualité, échec dans la distribution des fertilisants – ont atteints une telle ampleur qu'ils sont apparus comme étant systémiques et liés aux défaillances des institutions responsables d'administrer le programme. Ces manquements ont forcé un grand nombre de petits producteurs à quitter les périmètres, faute de pouvoir y subvenir à leurs besoins (Levang 1997, 255). Et ce sans compter que les conditions de production au sein des périmètres agroindustriels ont favorisés une certaine concentration de la propriété et le maintien de la précarité pour une grande portion des

familles participantes. Il ne faudrait pas non plus passer sous silence les modes d'acquisition des terres pour la mise en place des périmètres qui se sont le plus souvent déroulés dans la plus grande opacité. Le processus d'acquisition a généralement favorisé les élites et menés à la dépossession des groupes sociaux les plus vulnérables (Potter et Badcock 2004, 346).

De par le programme des périmètres de la plantation populaire, les compagnies privées et publiques ont poursuivies leur croissance, et ce souvent au mépris de leurs ententes avec les agences gouvernementales. Le programme de la plantation populaire aura également légitimé l'expansion parallèle de plantations conventionnelles privées qui représentaient en 2008 environ 50% du total des superficies totales de palmier à huile en Indonésie. Bien qu'environ 40% des superficies de palmier à huile en Indonésie appartiennent à des petits producteurs au sein de périmètres agro-industriels, les grandes exploitations privées détenues par des conglomérats dominant toujours cette industrie, ne serait-ce que parce qu'elles détiennent les infrastructures de transformation alimentées par les petits producteurs. Au-delà de la distinction entre plantation privée conventionnelle et périmètres de petits producteurs, on constate que les deux entités sont parties intégrantes d'un seul et même système agro-industriel. Dans la continuité de la logique coloniale, ces deux systèmes reposent sur l'acquisition de vastes territoires et sur des investissements colossaux pour une production à grande échelle. Comme à l'époque coloniale, le contrôle de la plantation échappe en grande partie aux producteurs et aux travailleurs qui se retrouvent dépendants de réseaux financiers internationaux et soumis aux modèles de gestion bureaucratiques caractéristiques de la plantation. Malgré les limites inhérentes à l'agriculture industrielle à grande échelle, les représentants du gouvernement indonésien réaffirment le besoin de poursuivre le développement de ces filières, surtout celle de l'huile de palme. Est-il besoin de mentionner que la demande soutenue pour cette denrée est liée à son faible coût de production et au fait qu'elle peut facilement se substituer à d'autres huiles végétales plus coûteuses, comme l'huile de soja. Ses multiples usages flexibles en font une culture à haute valeur, au-delà d'une simple matière première.

Conclusion : Le visage changeant d'une institution coloniale

Bien que les régimes postcoloniaux en Indonésie aient tentés briser l'enclave de la plantation, soit par la nationalisation ou par des programmes pour la

production familiale, ils ont toutefois permis son expansion continue. Comme il en a été fait mention, la plantation a servi l'objectif, si cher au Régime de l'Ordre Nouveau, de centralisation du pouvoir et du contrôle des ressources. Toutefois, suite à la période de démocratisation qui a suivi la chute du président Suharto en 1998, on aurait pu croire que les grandes exploitations seraient une fois de plus remises en question. En effet, des groupes se sont organisés pour reprendre, parfois par l'intimidation ou la force, des terres acquises ou accaparées durant la période de l'Ordre Nouveau. Des plantations de thé à Java ont également été occupées par des squatteurs pendant un certain temps. Cependant, il ne s'agissait pas d'une remise en question du modèle de production agricole, mais bien de la revendication d'une juste part de la richesse qu'elle génère. Les disputes territoriales liées à la chute du régime autoritaire n'ont en rien mis un terme à l'expansion des grandes exploitations, surtout dans un contexte de forte demande internationale pour l'huile de palme.

On assiste même à l'ère de la Reformasi à une accélération de l'allocation des concessions à des investisseurs de l'agrobusiness. Les politiques post-1998 ont menées à une libéralisation accrue des lois sur l'investissement et surtout dans le domaine de l'agriculture. Même que le nouvel ordre politique décentralisé né de la chute du régime autoritaire a favorisé les investissements agricoles à grande échelle. En effet, les nouveaux gouvernements des provinces et des districts nouvellement habilités à gérer leurs propres budgets ont plutôt tenté de favoriser les investissements agricoles pour augmenter leurs revenus. Aux impératifs fiscaux, les discours sur le développement ont davantage placés l'expansion des cultures de rente au centre des dispositifs de création de richesse des différents paliers de gouvernance.

Les discours développementalistes maintiennent le caractère inéluctable de cette forme d'expansion agricole, décrivant souvent même les grandes exploitations agro-industrielles comme une solution miracle aux problèmes économiques du pays. Pour les hauts fonctionnaires impliqués dans le développement de l'agriculture, les grandes plantations constituent une réponse aux déficiences ou aux manques des systèmes économiques ruraux dans les régions reculées. Des manques que l'agrobusiness de plantation peut combler, parce qu'il s'agit d'une infrastructure de production, selon

les positions officielles du gouvernement (McCarthy et Cramb 2009). Même que les populations paysannes dans les régions périphériques sont paradoxalement présentées par dans les discours officiels comme les bénéficiaires potentiels des projets d'agrobusiness, quoi qu'étant dénués de la capacité de comprendre leur fonctionnement (Dove 1999). La dévalorisation discursive des systèmes économiques paysans et des paysans eux-mêmes semble intrinsèque au déploiement des plantations de palmier à huile.

Il importe toujours de voir les grandes exploitations agroindustrielles comme une institution coloniale qui perdure, malgré les différentes formes qu'elle a revêtu jusqu'à aujourd'hui dans l'histoire indonésienne. L'expansion agroindustrielle à grande échelle, soit l'accaparement des terres, sera toujours présentée par ses partisans comme un projet positif qui génère de la richesse et des emplois, qui intègre de nouveaux territoires à l'espace économique national. Cependant, le rôle de la pensée critique sera toujours de rappeler que le projet agroindustriel est une forme d'accaparement des terres, qu'il occulte des constellations de possibilités, et pose une chape de plomb sur les capacités d'innovation agricole, selon des systèmes d'échanges horizontaux, démocratiques et résilients. L'agriculture de plantation coloniale sous toutes ses formes passées et présentes est une forme d'accaparement des possibles qui s'offrent aux communautés paysannes.

Jean-François Bissonnette est diplômé de l'Université de Toronto, est chercheur postdoctoral affilié au département de géographie de l'Université Laval, il est également chargé de cours au département de géographie de l'Université de Montréal et associé à la Chaire du Canada en études asiatiques. Il travaille sur les questions agricoles et environnementales en Asie du Sud-Est, plus précisément en Indonésie et en Malaysia.

Références

Beckford, G.L. (1972) *Persistent Poverty. Underdevelopment in plantation economies of the Third World*. New York & London: Oxford University Press.

Dove, M.R. 1996. *So far from power, so near the forest: A structural analysis of gain and blame in tropical forest development*. In: C. Padoch and N. Peluso (eds.) *Borneo in transition: People, forests, conservation and development*. Second Edition. London: Oxford University Press.

Dove, M.R. 1999. *Representations of the “other” by others: The ethnographic challenge posed by planters’ views of peasants in Indonesia*. In T. M. Li (ed.) *Transforming the Indonesian uplands: Marginality, power and production*, Amsterdam: Harwood, p. 201-227.

Gordon, A. 1982. *Indonesia, Plantations and the “post-colonial” Mode of Production*, *Journal of Contemporary Asia*, 12(2): 160-184.

Levang, P. 1997. *La terre d’en face. La transmigration en Indonésie*. Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération. Paris: Éditions de l’Ostrom.

Little, P. and Watts, M. 1994. *Living Under Contract: Contract Farming and Agrarian Transformation in Sub-Saharan Africa*, Wisconsin: University of Wisconsin Press.

McCarthy, J.F. and , R.A. Cramb 2009. *Policy narratives, landholder engagement, and oil palm expansion on the Malaysian and Indonesian frontiers*. *The Geographical Journal* 175(2): 112-123.

Mubyarto et al. 1992. *Tanah dan Tenaga Kerja Perkebunan (Land and Labour in the plantation economy)*. Yogyakarta: Penerbit Aditya Media.

Pemberton, J. 1994. *On the subject of Java*. Ithaca: Cornell University Press.

Potter, L. and S. Badcock 2004. *Cash crop smallholders, capitalism and adat: Studies in Riau Province, Indonesia*, *Asia Pacific Viewpoint*, 45(3), 341–356.

Robison R. 2009, *Indonesia: The rise of capital*. Jakarta : Equinox.

Simpson, B. 2008. *Economists with guns. Authoritarian Development and U.S.-Indonesian Relations 1960-1968*. Stanford: Stanford University Press.

Stoler, A.L. 1985. *Capitalism and Confrontation in Sumatra’s Plantation Belt, 1870-1979*. New Haven and London: Yale University Press.

Tsing, A.L. 2005. *Friction: An Ethnography of Global Connections*, Princeton: Princeton University Press.

USDA 2010, *Indonesia: Rising global demand fuels palm oil expansion*, Foreign agriculture service, *Commodity Intelligence Report*.

Wittman, H., A.A. Desmarais et N. Wiebe (eds.) 2010. *Food Sovereignty, Reconnecting Food, Nature and Community*. Halifax & Winnipeg : Fernwood Publishing.